QUATRIEME ANNEE. — N° 45. 8 NOVEMBRE 1923.

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris Hebdomadaire *Le Numéro : 50 centimes*

SOMMAIRE

Révolution russe, Révolution allemande, Révolution mondiale (*Boris Souvarine*). — Les problèmes de la Révolution allemande (*G. Zinoviev*). — Notes d'Allemagne (*R. Albert*). — L'Amour dans la Société nouvelle (*Alexandra Kollontaï*). — Comment le fascisme a triomphé en Bulgarie (*Armin*). — Social-démocratie et fascisme (*Jean*). — Bibliothèque communiste.

Révolution Russe, Révolution Allemande, Révolution Mondiale

POUR la sixième fois, les révolutionnaires, les ouvriers conscients de tous les pays célèbrent l'anniversaire de la Révolution prolétarienne russe, point de départ d'une ère historique, d'une époque de bouleversement et de transformation grandioses qui verra la fin du monde capitaliste et la naissance d'une société nouvelle.

En ce moment de l'année, en ce 7 novembre mémorable, notre admiration de communistes, notre gratitude, notre fierté vont vers les hommes qui surent précipiter le cours de l'histoire et se faire les artisans de ses desseins, vers nos frères de pensée, nos camarades de combat — les communistes russes, les bolcheviks.

Persécutés, traqués par les profiteurs de l'ancien régime et leurs gardiens; honnis des serviteurs inconscients de la bourgeoisie; longtemps incompris de la grande masse d'exploités dont ils défendaient l'intérêt, la petite poignée de bolcheviks a poursuivi opiniâtrement sa tâche en dépit des dangers, des difficultés, des obstacles, et a remporté la première victoire, celle qui conditionne toutes les autres : la prise du pouvoir. La « méprisable petite armée » des bolcheviks a conquis, en 1917, sous la dictature de Kerensky, la majorité absolue des Conseils de députés ouvriers, paysans, soldats, marins et cosaques. Elle est devenue un parti d'un demi-million de membres qui forme l'armature du premier Etat prolétarien. Elle n'a pas seulement osé prendre le pouvoir, elle a su le garder contre une multitude d'ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, le conserver non pour le pouvoir en soi, mais pour assurer l'hégémonie du prolétariat. En deux mots, les bolcheviks sont le seul parti révolutionnaire qui, ayant été capable d'aller jusqu'au bout de l'idée socialiste, s'est montré apte à entreprendre la réalisation du programme socialiste dans la mesure des possibilités concrètes existantes, à transformer en actes les formules demi-séculaires que les autres socialistes répétaient comme des paroles abstraites.

Aujourd'hui, il ne manque pas de gens, et même de camarades sincères, qui croient que les bolcheviks ont eu la tâche facile, se représentent d'une façon simpliste et sommaire les événements des six dernières années, croient que n'importe qui, à la place des bolcheviks, dans des conditions analogues, eût réussi comme eux. Ils s'imaginent qu'il suffisait de proposer la paix pour gagner les soldats, de décréter l'expropriation des terres pour neutraliser les paysans, de disposer de quelques troupes pour avoir raison de la bourgeoisie et de ses cosaques, dissoudre la Constituante, tenir tête victorieusement à la réaction intérieure et mondiale, affermir la dictature. Tout cela paraît simple actuellement.., quand les heures critiques sont passées, les ennemis vaincus, les dangers écartés. Tout semble facile..., six ans plus tard. Mais qui veut se donner la peine de revivre par la pensée les étapes du prodige constamment

renouvelé qu'a été la Révolution russe est obligé de reconnaître, dans les bolcheviks, une élite exceptionnelle par l'intelligence et le courage, des maîtres de la pensée et de l'action révolutionnaires modernes, les figures historiques les plus éminentes qu'on ait vues depuis un siècle.

Il suffit de quelques mots pour les évoquer, ces événements vertigineux, de quelques noms lumineux pour les marquer, ces étapes miraculeuses de la révolution triomphante. C'est Zimmerwald et Kienthal, d'où l'idée féconde du bolchevisme est lancée dans la mêlée, d'où partent les mots d'ordre audacieux : *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite de tous les Etats belligérants.* C'est la Révolution de Mars faite « devant l'ennemi », le surgissement des soviets, l'intervention du premier soviet de Pétrograd : *paix sans annexions ni indemnités.* C'est le retour en Russie de Lénine, dont l'itinéraire fait scandale, puis de Trotsky. C'est la déclaration de guerre à la bourgeoisie, la campagne pour la rupture de la coalition socialo-cadette, l'invitation aux partis socialistes de former un gouvernement « exclusivement socialiste », *en un mot la tactique du front unique, pour le « gouvernement ouvrier et paysan »*. C'est l'écrasement de la tentative insurrectionnelle de Juillet, dans laquelle les bolcheviks ne sont pour rien, mais qu'on leur attribue et qui les grandit devant le prolétariat. C'est l'arrestation ou la fuite des chefs bolcheviks, la suppression de leurs journaux, la répression de leur mouvement. C'est la plus fantastique campagne de calomnies qui ait jamais été menée contre adversaires politiques : *boches, espions, traîtres, voleurs, assassins*, etc., avec preuves authentiquement fausses à l'appui. C'est Kornilov qui se brise contre le front unique où les bolcheviks, à peine sortis de prison, tiennent le premier rang. C'est le soviet de Pétrograd conquis, Trotsky nommé président. Enfin, Octobre. La prise du pouvoir. Le Congrès des Soviets proclamant sa souveraineté. La loi agraire de Lénine. Les propositions de paix. L'écroulement du front. Brest-Litovsk, tribune mondiale pour la paix juste, pourparlers pour gagner du temps, mot de Trotsky : « *Ni paix, ni guerre!* », nouvelle invasion, capitulation. La sédition tchéco-slovaque. Le morcellement de la Russie « panrusse ». Le débarquement des Alliés à Mourmansk. La guerre civile incendiant tout le pays. Krasnov, Doutov, Kalédine, Alexéev, les cosaques et les junkers battus. L'attentat contre Lénine, l'assassinat d'Ouritsky et de Volodarsky. La terreur. La première Révolution allemande, le traité de Brest déchiré. Le grand effort de la contre-révolution, Koltchak franchissant la Volga, Denekine dépassant Orel, Youdenitch atteignant Pétrograd. La Révolution sauvée. La misère, la faim, le typhus, le choléra. Cronstadt. La *Nep*. La famine. La résurrection...

Les bolcheviks ont vaincu tout cela, fait tout cela, vécu tout cela, survécu à tout cela. Et la Russie se relève, la République des Soviets se fortifie. Et le blé russe a réapparu sur le marché international...

Et voici des malins, des prétentieux, des impuissants, des bavards et des nigauds qui prennent un ton supérieur pour dire : *les bolcheviks ont fait bien des fautes*. Qui leur demande leur avis? Quelle valeur a l'opinion des fainéants pour ceux qui travaillent? Montrez un peu ce dont vous êtes capables, messieurs, et vous critiquerez ensuite. Où sont vos œuvres révolutionnaires?

Les bolcheviks ont fait des fautes, certes, et il suffit de lire régulièrement la *Pravda* pour s'en tenir au courant. Mais s'ils n'en avaient pas fait..., ce serait trop beau. Les bolcheviks sont de grands hommes : ils ne sont pas des dieux. Et ils ont cette supériorité sur leurs ennemis : de connaître leurs défauts, de reconnaître leurs erreurs, de se critiquer entre eux.

Et l'œuvre des bolcheviks en Russie est encore peu de chose à côté de celle qu'ils ont ébauchée et qu'on ne peut encore apprécier dans son ampleur faute d'un recul suffisant. Pour jouer un rôle à leur taille, il leur fallait non un pays, mais un monde : et ils ont fait de leur Parti l'élément fondamental d'un parti universel, — l'Internationale Communiste.

Que l'Internationale Communiste ait une existence réelle, qu'elle soit une force grandissante, il faudrait être aveugle et sourd pour le nier. L'Allemagne nous montre actuellement, comme la Russie l'a déjà montré, ce que devient un Parti Communiste qui suit la ligne juste, les méthodes efficaces, la tactique éprouvée du bolchevisme. Les pays limitrophes présentent des sections de l'Internationale Communiste activement solidaires de la section sœur, prêtes à lier leur sort au sien, ayant une seule pensée, un seul intérêt, une seule volonté. Peut-on comparer cet internationalisme vivant et agissant au spectacle ignoble de la 2e Internationale Socialiste, où chaque parti est avant tout solidaire de sa bourgeoisie nationale, où la solidarité réelle n'existe que dans le crime contre-révolutionnaire, dans les forfaits des Ebert en Allemagne, des Kazasov en Bulgarie?

Les donneurs de leçons, qui passent leur vie à découvrir les fautes des bolcheviks, que ceux-ci connaissent fort bien sans eux, ont coutume de leur reprocher leur appréciation de la situation mondiale comme une spéculation prématurée sur la Révolution dans les autres grands pays. Eux, les forts en thème, les conseilleurs professionnels, savaient bien que la situation

n'était pas révolutionnaire en Europe, que la Révolution russe n'était qu'un accident local et momentané! Avec quel luxe de statistiques n'ont-ils pas démontré la stabilité du capitalisme? Cependant, voici que nous célébrons le sixième anniversaire d'Octobre au bruit des préparatifs de guerre civile en Allemagne, à la veille d'une Révolution plus importante encore que la Révolution russe par son terrain au cœur de l'Europe, par les masses prolétariennes qu'elle embrassera, par le mécanisme industriel qu'elle socialisera, par ses conséquences et répercussions certaines sur le monde capitaliste.

La lueur sanglante des événements d'Allemagne montre que *les bolcheviks ne se sont pas trompés* en annonçant la Révolution européenne comme suite à la guerre européenne. Ils ont, au contraire, analysé avec clairvoyance les conditions économiques découlant du conflit impérialiste et aprécié avec une grande profondeur de vues les rapports des forces sociales transformés par la guerre. Leurs prévisions étaient justes : toutes les données de la Révolution ont été rassemblées après 1917.

Mais il est une chose que nul ne pouvait prévoir, c'est l'ignominie de la social-démocratie, qui a écrasé la Révolution de 1918-1919 et qui s'évertue encore maintenant à employer ce qui lui reste de force pour retarder l'événement dont la peur lui « tenaille les entrailles ». Les bolcheviks avaient bien dit, dès 1914, que les social-démocrates étaient des laquais de la bourgeoisie. Lénine avait de bonne heure orné Kautsky de l'épithète : *renégat*. Cependant, on a longtemps cru que ces gens étaient traîtres par lâcheté morale; on avait peine à les voir en imagination mitraillant les ouvriers de leurs propres mains. Il a fallu se rendre à l'évidence devant les cadavres de Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de quinze mille combattants d'élite de la cause prolétarienne exterminés par les amis de Longuet et Paul Faure.

Ce ne sont pas les bolcheviks qui ont surestimé les possibilités de révolution, mais les social-démocrates qui ont reculé les bornes connues de la félonie. Désormais, la scélératesse social-démocrate doit entrer dans les calculs. Et c'est en la faisant entrer en ligne de compte que, moins de cinq ans après l'héroïque défaite de la ligue Spartacus, nous entrevoyons avec certitude la nouvelle Révolution allemande.

Ces cinq années ont paru longues aux révolutionnaires dans l'attente. Mais que sont cinq années dans les annales du mouvement libérateur du prolétariat? L'histoire enregistrera que les bolcheviks ont été des politiques perspicaces en tablant sur l'élargissement de la Révolution dont ils furent les initiateurs. Les cinq années écoulées depuis les forfaits triomphants de Noske n'ont pas été perdues : elles ont notamment servi à discréditer le parti de Noske et à préparer sa défaite de demain. Et le prolétariat allemand, instruit par d'amères expériences, trempé dans de dures épreuves, aguerri par la souffrance, est devenu capable d'engager le grand combat.

Ce n'est pas seulement la clairvoyance des communistes russes que les événements vérifient, mais aussi la justesse de leur tactique adaptée à un milieu différent. Grâce à l'idée du front unique, à la méthode de la « lettre ouverte », au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, la petite phalange d'opposition communiste est devenue un parti faisant figure du Parti dirigeant de l'avenir. La désagrégation de la social-démocratie et le renforcement parallèle de notre Parti sont les résultats d'une tactique employée à bon escient dans des conditions favorables. Le gage est précieux, tant pour la Révolution allemande que pour les révolutions futures dans d'autres pays.

Tous les Etats capitalistes connaîtront la grande crise mortelle du régime, l'effondrement de l'économie, l'arrêt de la production, le chaos financier, la paupérisation des masses, la disparition des classes moyennes, la lutte armée pour le morceau de pain... Et dans chaque pays sonnera l'heure du Parti Communiste, le Parti qui grandit à mesure que la Révolution approche pourvu qu'il se fasse le champion de l'unité de front du prolétariat, pourvu qu'il soit une véritable section de l'Internationale Communiste, pourvu qu'il se modèle sur le type de ce Parti bolchevik, dont nous commémorons aujourd'hui la victoire.

Boris SOUVARINE.

RECTIFICATION

Nos lecteurs auront sans doute remarqué avec stupeur, dans notre dernier numéro, une interpolation intempestive défigurant les si intéressantes *Notes d'Allemagne* de R. Albert.

Un fragment de l'article d'Alexandra Kollontaï, *l'Amour dans la Société nouvelle*, s'est trouvé accidentellement inséré, pages 799 et 800.

Le lecteur attentif a certainement su retrouver le fil de l'article d'Albert : il suffit de considérer comme nul tout le morceau commençant à la 34e ligne de la 2e colonne de la page 800.

Le texte suit donc ainsi : *Des foules d'affamés, prêtes à devenir de terribles armées de révolution, remplissent les cités*, etc.

La direction du *Bulletin* prend toutes mesures pour éviter le renouvellement d'une si scandaleuse négligence professionnelle et s'excuse auprès des lecteurs, espérant qu'à partir de ce numéro, la présentation du *Bulletin* ne laissera plus rien à désirer.

LES PROBLÈMES de la Révolution allemande

Communistes et Social-Démocrates

La classe ouvrière allemande constitue numériquement une force décisive. Elle tient dans ses mains les destinées de son pays. Comment se fait-il donc que la bourgeoisie allemande soit encore au pouvoir ?

En 1918-19, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ne furent suivis que d'une minorité ouvrière. Le sanglant Noske ne fut, lui aussi, suivi que d'une minorité. La masse hésitait. L'ouvrier moyen cherchait des chemins pacifiques. La masse moyenne qui, en fin de compte, décida des événements, ne voulait pas la guerre civile, craignait la révolution, pensait, améliorer légalement son sort, grâce aux syndicats, au Parti social-démocrate, au suffrage universel.

Tirant avantage de cet état d'esprit de l'ouvrier moyen, la social-démocratie allemande louvoya, rusa, sut saboter la première révolution allemande et assurer la victoire de la bourgeoisie. N'oublions pas que la social-démocratie allemande réussit en 1919 à convoquer un Congrès national des Conseils ouvriers et soldats et à y faire passer une motion de dissolution des Conseils et de transmission des pouvoirs à l'Assemblée Constituante.

Les spartakistes, avant-garde ouvrière de 1919, étaient fort peu nombreux. En 1918-19, les spartakistes jouissaient d'une grande estime dans les milieux ouvriers. De nombreux ouvriers de la masse moyenne convenaient facilement du courage et du dévouement de cette minorité, mais ne la suivaient pas. La masse principale de la classe ouvrière considérait ces téméraires spartakistes avec quelque sympathie, mais suivait la social-démocratie.

Cet état d'esprit de la grande masse ouvrière permit à la social-démocratie d'assurer à la bourgeoisie allemande, dans la guerre civile, une trêve de quatre années : 1919 à 1923.

En mars 1921, l'avant-garde spartakiste se jetait de nouveau en avant, tentant de se substituer à la masse, encore sous l'empire à peu près incontesté de la social-démocratie. De nouveau, de nombreuses sympathies suivirent les téméraires. Mais, point appuyés, il étaient battus.

La question actuelle peut se résumer ainsi : la social-démocratie allemande réussira-t-elle à sauver, cette fois encore, ne serait-ce que pour peu de temps, la bourgeoisie ? De sérieuses raisons nous autorisent à penser le contraire.

Aidé du 3e Congrès de l'Internationale Communiste, le Parti communiste allemand a su tirer l'enseignement de ses fautes passées. En 1921, les idées d'insurrection et de prise immédiate du pouvoir étaient reculées au second plan. On posait résolument la question de la *conquête de la majorité ouvrière.*

Cette conquête est-elle accomplie et dans quelle mesure ? Les communistes ont-ils déjà la majorité de la classe ouvrière allemande ? A qui vont les sympathies de l'élément ouvrier le plus important ? Quelle est encore l'influence de la social-démocratie ? Quelle doit être notre attitude envers elle et, en particulier, envers sa « gauche » ?

On ne peut douter que la tactique du front unique ait été couronnée en Allemagne d'un succès vraiment grand, que le Parti communiste l'y ait appliquée avec justesse, que les doutes passés et actuels de certains communistes de « gauche » soient injustifiés. L'objet de la tactique du front unique est précisément de gagner à l'action les milieux ouvriers arriérés, les couches moyennes, les arrière-gardes. Lui reprocher de s'orienter vers ces éléments, c'est ne la point comprendre.

Le Parti communiste allemand a rempli la tâche que lui avait assignée le 3e Congrès de l'I. C., ou se trouve bien près de l'avoir remplie. Les communistes allemands ont conquis le mouvement des Comités d'usines qui, comme nous le montrerons par la suite, jouent dans une appréciable mesure le rôle que les Soviets ont eu en Russie avant la révolution. Dans plus de 2.000 villes d'Allemagne, y compris les plus grands centres industriels, le mouvement des *Betriebsræte* est sous la direction idéologique et morale à peu près exclusive des communistes.

Dans les syndicats, les conquêtes du Parti communiste ont été plus marquantes encore. Il n'a pas obtenu la direction du mécanisme dirigeant et ne l'obtiendra peut-être pas avant la victoire de la révolution. Arracher le pouvoir aux bureaucrates syndicaux peut se trouver plus malaisé que de l'arracher à la bourgeoisie. Au lendemain de la révolution prolétarienne, il faudra conquérir les syndicats en partie, comme on conquerra les administrations de l'Etat, les fabriques et les usines. Mais dans les masses syndiquées d'Allemagne, les communistes exercent déjà l'influence la plus étendue.

Les effectifs du Parti communiste sont en croissance régulière. Des organisations ont quintuplé les leurs en un mois. La grande masse ouvrière qui, en 1919, a donné la victoire à la social-démocratie, se porte toujours plus vers notre parti. De plus en plus, la classe ouvrière, organisée ou non, incline à donner un mandat de direction politique au Parti communiste. Pendant la grande grève d'août (1923) qui a renversé le gouvernement Cuno, la direction du mouvement appartenait déjà aux communistes. Le Comité de grève de Berlin, où il y avait près de 800.000 grévistes, était en majorité communiste. Le président, communiste ; sur 24 membres, 17 communistes. Les autres, social-démocrates de gauche ou social-démocrates indépendants, élus sur proposition des communistes, et entièrement solidaires avec eux. A Hambourg, le Comité de grève était ainsi composé : 5 communistes, 2 social-démocrates de gauche, 1 syndicaliste-révolutionnaire. Telle était généralement la proportion des forces. Même dans les villes où l'organisation communiste était aupara-

vant assez faible, les masses lui imposaient la direction du mouvement. Des milliers d'ouvriers sans-parti disaient : « Le Parti communiste est le seul qui, dans toute l'Allemagne, dirige la grève ; vous devez donc en assurer la conduite dans notre localité aussi ».

Est-ce déjà *une majorité ferme et durable ?* Peut-être serait-il trop hardi de l'affirmer. *Mais nous y allons*, nous y viendrons bientôt, indéniablement. L'état d'esprit des masses est encore instable. L'état d'esprit de millions d'ouvriers ne peut pas être une chose une fois donnée. Certains hésitent encore, un pied dans la social-démocratie, l'autre dans notre parti. Faits inévitables en période de transition. Il serait risible de considérer comme une condition préalable de succès que la majorité ouvrière ait réitéré des serments de fidélité au Parti communiste. La majorité en formation achèvera de se former, pour nous, *dans le cours même de l'action.*

Et la social-démocratie allemande ? Elle semble avoir déjà perdu les deux tiers au moins de ses adhérents. Tous les observateurs remarquent qu'elle garde surtout les ouvriers âgés, l'élément le moins actif, qui ont du mal à rompre avec de longues traditions social-démocrates. La fleur de la classe ouvrière se détache de la social-démocratie. Des 600 à 700.000 membres qui lui restent, beaucoup appartiennent à la petite bourgeoisie. Parmi les ouvriers social-démocrates, nombreux sont ceux qui sont déjà de tout cœur avec nous. Nous le remarquions il y a six mois, c'est devenu bien plus visible. Quand on voit, aux congrès illégaux des Comités d'usines de Berlin, de Stuttgart, d'autres lieux, des centaines de délégués social-démocrates se solidariser avec nos camarades contre leurs propres chefs, on a la meilleure preuve qu'ils n'appartiennent encore à la social-démocratie que par tradition et qu'ils sont en réalité avec nous. Quand des dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates créent avec les communistes, toujours contre la volonté de leurs propres chefs, des centuries ouvrières — embryon de gardes rouges — quand des centaines d'ouvriers « social-démocrates » suivent le P. C. dans une grève politique contraire aux décisions de leur parti, nous avons la preuve que le jour n'est plus loin où une importante fraction de la social-démocratie rompra définitivement avec ses leaders révolutionnaires et suivra jusqu'aut bout les communistes.

L'actuelle période de transition nous est fort intelligible à nous, communistes russes, qui nous souvenons du temps où de nombreux mencheviks et socialistes-révolutionnaires, encore attachés à leurs partis, recevaient des fusils de nos mains et marchaient avec nous sur le gouvernement de coalition. La social-démocratie allemande est à la veille d'une expérience analogue à celle qu'a faite « le plus puissant des partis russes » d'hier, le Parti socialiste-révolutionnaire. L'édifice orgueilleux d'un parti fort de millions d'adhérents se lézarde bruyamment sous les yeux des travailleurs de tous les pays ; le parti qui, pendant toute une époque, a déterminé le sort de l'Allemagne, s'écroule.

Mais comment juger les désaccords, la scission même qui s'indique, entre la droite et la gauche social-démocrate ?

Il se peut que les social-démocrates de gauche jouent dans l'histoire de la révolution allemande un rôle analogue à celui des socialistes-révolutionnaires de gauche dans la révolution russe : c'est-à-dire qu'ils fassent un bout de chemin avec les communistes, pour se retrouver ensuite dans le camp de contre-révolution. En 1917-18, il pouvait paraître y avoir un abîme entre socialistes-révolutionnaires de gauche et de droite. En 1923, tout observateur objectif doit convenir que les socialistes-révolutionnaires de gauche et de droite, tout au moins en ce qui concerne leurs milieux dirigeants, n'étaient que des représentants différents d'une petite bourgeoisie débile et contre-révolutionnaire.

Tous ou presque tous les dirigeants de la social-démocratie allemande de gauche sont de nos vieilles connaissances qui, maintes fois, ont trahi à la minute décisive la cause ouvrière. A titre de *symptôme*, l'apparition d'une *gauche* dans la social-démocratie est d'une grosse importance ; elle reflète, ainsi qu'un miroir à déformations, l'état d'esprit révolutionnaire des masses prolétariennes. Mais ce n'est qu'un symptôme. Si les chefs de la gauche social-démocrate voulaient jouer un rôle autonome, ce pourrait être, pour le prolétariat allemand, un immense danger. Entrés dans un gouvernement révolutionnaire, ils tenteraient infailliblement de le transformer en un club de discussions. Chaque fois qu'il faudrait une dictature d'airain et une résolution inébranlable, ils seraient un facteur de déplorable modération. Un trop grand *appui* de la *gauche* social-démocrate pourrait être fatal à la révolution prolétarienne.

Il ne s'ensuit pas que les communistes doivent aujourd'hui se refuser à tout accord avec la social-démocratie de gauche. Elle est encore suivie de certains milieux ouvriers. Elle incarne une des dernières illusions d'une fraction importante du prolétariat allemand — dont la guérison de ces illusions est une décisive condition de succès pour l'action ultérieure des communistes. Il faut que la classe ouvrière allemande se convainque au plus tôt de ce que la gauche social-démocrate ne peut et ne veut pas agir avec décision contre la bourgeoisie. Ses dirigeants — tous ces Crispien et tous ces Rosenfeld — se chargeront eux-mêmes de se promptement compromettre. Nous les y aiderons. L'attitude la « gauche » à la fraction social-démocrate du Reichstag, dans ces derniers jours (vote de la loi des pleins pouvoirs), a suffisamment montré la débilité amorphe et contre-révolutionnaire de ses leaders.

Les temps sont proches où la grande majorité des travailleurs, qui placent encore quelques espoirs en cette gauche social-démocrate, se convaincront que la lutte finale devra être soutenue non seulement *sans elle*, mais encore *contre elle.*

L'entrée des communistes au gouvernement saxon avait deux buts : aider l'avant-garde révolutionnaire saxonne à fortifier ses positions, à occuper un territoire, à faire de la Saxe une base d'opérations, donner aux social-démocrates de gauche l'occasion de se révéler par des actes et contribuer ainsi à l'évanouissement des illusions qu'ils font naître. Cette expérience, faite par le Parti communiste allemand, avec, bien entendu, le consentement de l'Internationale Communiste, est grosse de dangers. On doit s'en rendre bien compte. Mais c'eût été de la pusillanimité que de ne pas en courir les risques.

Dès maintenant, les social-démocrates saxons de gauche sabotent le gouvernement ouvrier à peine constitué. Les communistes allemands, qui ont donné à ce gouvernement leurs meilleurs militants, seront sur leurs gardes. *En aucun cas*, ils ne tolèreront de la part des social-démocrates de gauche une politique d'hésitation et de sabotage

de la révolution prolétarienne au détriment du prestige du Parti communiste allemand. L'entrée de communistes au gouvernement saxon n'est justifiée que si des garanties suffisantes nous sont données de ce que l'Etat saxon va réellement servir la classe ouvrière, va réellement commencer l'armement de dizaines de milliers d'ouvriers contre le fascisme bavarois et pangermaniste, va réellement entreprendre l'épuration des administrations de l'élément bourgeois, souvent hérité du temps de Guillaume II, va prendre d'immédiates mesures économiques d'ordre révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Si l'actuel gouvernement saxon (Zeigner) (1) réussit à faire vraiment de la Saxe un pays rouge qui pourra, dans une certaine mesure, devenir le point de concentration des forces révolutionnaires prolétariennes de l'Allemagne, le prolétariat allemand saura soutenir ses efforts. Si, par contre, il n'en est rien, les communistes allemands devront tirer parti de l'expérience de Dresde pour dénoncer une fois de plus aux masses le manque de caractère des chefs. Nous repoussons le front unique s'il est un moyen de voiler les objectifs révolutionnaires.

En résumé, la social-démocratie n'est plus le pivot de la vie politique de l'Allemagne ; le centre de gravité de cette vie politique est passé au Parti communiste. Les communistes allemands ont conquis, ou sont bien près d'avoir conquis, la majorité d'un nombreux et puissant prolétariat. Cette majorité ne peut pas s'affermir et se tremper par des votes et des discussions ; elle achèvera de se former dans les prochaines batailles. La tâche essentielle du Parti communiste allemand, c'est d'inculquer *par des actes* à la majorité des ouvriers allemands la conviction de ce que les communistes, à la différence des années 1919 à 1921, conduisent maintenant à la lutte, bien plus qu'une avant-garde, toute la masse ouvrière. Et surtout, d'inculquer aux masses ouvrières la conviction de ce que la direction du mouvement par les communistes assure réellement la *victoire*.

Syndicats, Comités d'Usines, Soviets

Le rôle contre-révolutionnaire des syndicats allemands pendant la guerre impérialiste est suffisamment connu. Ils ont envoyé au front des millions d'ouvriers sous prétexte qu'en défendant la patrie de Guillaume II, ils défendaient la cause du socialisme. Il n'est pas exagéré de dire que les syndicats ont été, de 1914 à 1919, le facteur le plus important de la contre-révolution.

Maintenant encore, ils sont un facteur de contre-révolution, au moins en ce qui concerne leur structure et leurs chefs. Il est hors de doute qu'au moment décisif, ces chefs se trouveront de l'autre côté de la barricade. La conquête des syndicats n'offrira pas moins de difficultés que celle de l'Etat. Le prolétariat, selon toute apparence, ne parviendra à s'emparer des syndicats qu'après une révolution victorieuse — comme d'ailleurs en Russie, où pourtant l'influence du menchevisme était relativement faible.

Il fut un temps où, dans l'I. C., un groupe assez influent estimait que les communistes et les ouvriers sympathisants devaient abandonner les syndicats jaunes en général et les syndicats social-démocrates allemands en particulier. Au 2e Congrès de l'I. C., des camarades aussi perspicaces que feu John Reed lui-même soutenaient ce point de vue. L'Exécutif opposa, et avec raison, une résistance acharnée à cette tendance. La propagande syndicale des communistes, et en particulier des communistes allemands, n'a pas été vaine. Sans elle, il eût été impossible de conquérir la majorité du prolétariat. Maintenant, dans les profondeurs des syndicats, le terrain est suffisamment préparé. Le bon grain jeté par les communistes durant une série d'années levera bientôt et donnera une moisson magnifique. La victoire des communistes dans la Fédération des Métaux n'a pas été un hasard, mais le premier rayon de soleil qui a percé le brouillard social-démocrate.

Les Comités d'usines jouerent incontestablement un rôle décisif dans la révolution prolétarienne imminente. Si les communistes étaient sortis des syndicats, ils n'auraient pu conquérir ces comités, qui étaient, au début, les organes et la création des syndicats.

Les Comités d'usines, dans la pensée des leaders syndicaux, étaient appelés à jouer un rôle insignifiant. Ils devaient être une sorte d'appendice que l'on pourrait, au moment voulu, supprimer sans douleur. Durant les deux premières années de la révolution, ils furent presque entièrement entre les mains de ces leaders. Les social-démocrates n'avaient pas de peine à triompher des communistes aux Congrès des Comités d'usines, qui étaient alors une simple *annexe* des syndicats, manœuvrée au profit de leur politique de trahison.

Ce n'est que dans la troisième année de leur existence que les Comités d'usines commencent à jouer un autre rôle. Peu à peu, ils *remplacent* les syndicats dans le combat économique. Au fur et à mesure que la situation s'aggrave, la conduite des leaders syndicaux devient plus infâme. La masse ouvrière cherche un organe capable de diriger sa lutte pour l'existence. Les leadears social-démocrates trahissent à chaque pas les ouvriers, même dans les conflits pour les revendications économiques les plus élémentaires. Dans leur recherche d'une organisation de masse capable de diriger la lutte économique du prolétariat, les ouvriers en viennent à cette idée d'utiliser les Comités d'usines *contre* les dirigeants des syndicats. Les Comités d'usines commencent à assumer la direction de la lutte économique contre le capital, fonction à laquelle renoncent les syndicats.

A ce moment se font jour (principalement sous la direction de Daümig, chef des Independants de gauche) des tentatives inintelligentes et semi-proudhoniennes pour transformer les Comités d'usines en organisations autonomes fermées, à l'écart de la lutte politique. Il se forme une sorte de socialisme des « Comités d'usines », autonome et borné, qui n'est autre qu'une adaptation à l'Allemagne du socialisme corporatif.

Mais la vie fait son œuvre. Peu à peu, les masses ouvrières chassent des Comités d'usines non seulement l'idéologie traîtresse de la social-démocratie, mais encore la déformation proudhonienne du marxisme révolutionnaire, et y introduisent l'esprit véritable de la lutte de classes. Les Comités d'usines s'étendent sur toute l'Allemagne. Ils assument une série de fonctions nouvelles, liées à la préparation de la révolution prolétarienne et grâce auxquelles ils jouent un rôle à peu près analogue à celui des Soviets de députés ouvriers en Russie avant la conquête du pouvoir.

Dans ces Comités d'usines, les leaders jaunes ont encore un « président » à eux. A Berlin, ils ont nommé à ce poste Emile Barch, ministre socia-

(1) Cet article avait été écrit avant les récents événements de Saxe.

liste dans le premier gouvernement « révolutionnaire « Scheidemann-Haase. Ce triste héros continue à jouer le rôle de président nommé par les syndicats au moment où déjà le mouvement des Comités d'usines a dépassé la social-démocratie et s'est solidarisé avec le communisme. Les Comités d'usines ont leurs bases dans les profondeurs mêmes de la masse ouvrière : dans les fabriques, les usines, les ateliers, les mines, les transports, les grandes maisons de commerce. Durant cette dernière année, leur autorité a grandi de jour en jour.

Leurs principales fonctions sont les suivantes :

1° Ils dirigent toute ou presque toute la lutte économique du prolétariat. Les dirigeants de la social-démocratie exigent des communistes (voir, par exemple, les pourparlers menés ces jours-ci à Hambourg et à Berlin) qu'ils « n'opposent pas les Comités d'usines aux syndicats ». Mais la vie même *oppose* les Comités d'usines, organe de la lutte du prolétariat, aux syndicats jaunes, qui la *sabotent ;*

2° Ils ont créé et groupé autour d'eux, dans toute l'Allemagne, des organisations comme les « Commissions de contrôle », qui s'efforcent de régler le prix des objets de première nécessité, les loyers, etc., et de combattre l'augmentation effrénée des prix et la spéculation. Presque partout, on procède à l'élection de ces commissions de contrôle, avec la participation non seulement des ouvriers, mais de tous les travailleurs. La direction morale et matérielle de ce mouvement, au plus haut point intéressant, se trouve entre les mains des Comités d'usines ;

3° Ils dirigent l'armement du prolétariat. Les centuries sont en Allemagne ce que fut la garde rouge pendant la Révolution russe. Elles ont également leurs bases dans les profondeurs mêmes du prolétariat : dans les fabriques et les ateliers.

Recrutées parmi la masse ouvrière, soutenues sans réserves par elle et par les Comités d'usines, les centuries sont hors de la portée de la bourgeoisie et des dirigeants social-démocrates. En cela consiste leur force vitale. L'armement du prolétariat est une des conditions *sine qua non* du succès de la révolution. Comme au moment de la Révolution russe, la direction immédiate de l'armement doit se trouver entre les mains d'états-majors peu nombreux et d'organisations clandestines étroites : les Comités d'usines ne sont pas ces états-majors, mais ils en sont le noyau, ils leur donnent une base.

Dans une large mesure, ce sont eux qui dirigent également la lutte politique des masses ouvrières. Les grèves d'août 1923 ont été inspirées par eux. Le gouvernement de Cuno a été en fait renversé par la grève de trois jours décrétée par les Comités d'usines. Il va de soi que la direction immédiate du mouvement devait se trouver et se trouvait en réalité aux mains du Parti communiste, aux mains d'états-majors restreints. Mais les Comités d'usines étaient et sont encore la base organique du mouvement.

Ils attirent dans le camp ouvrier d'autres catégories de la population capables de marcher, ne fût-ce que temporairement, avec le prolétariat : employés subalternes, intellectuels, petits et moyens paysans. Sur bien des points, ils ont déjà réussi à attirer les représentants de ces différentes couches de la population, prêtes à s'allier aux ouvriers contre la bourgeoisie.

Tous ces traits font des Comités d'usines quelque chose de très proche des Soviets des députés ouvriers d'avant la Révolution russe.

Voici le schéma d'organisation des Comités d'usines allemands :

« *Betriebsrat* »
Conseil d'entreprise (Comité d'usine)

« *Arbeiterrat* »	« *Angestelltenrat* »
Soviet ouvrier	*Comité d'employés*

La traduction exacte du mot allemand « Betriebsrat » n'est pas Comité d'usine, mais *Conseil d'entreprise*. Ce Conseil est formé par le Soviet ouvrier et le Comité d'employés. Sa direction, évidemment, est entre les mains du prolétariat. Les Comités d'usines (ou Conseils d'entreprise), s'organisent maintenant sur les deux lignes verticale et horizontale, c'est-à-dire à la fois d'après les branches d'industrie et sur la base territoriale. Sous la direction du Parti communiste allemand, qui a conquis la majorité des Comités d'usines dans 2.000 villes d'Allemagne, les ouvriers travaillent avec une ardeur et une ténacité étonnantes à l'organisation et au perfectionnement de ces Comités. Dans presque toute l'Allemage, l'organisation des Conseils d'entreprise est parachevée, non seulement dans chaque ville, mais par districts et par Etats. Les tentatives de la bourgeoisie et des social-démocrates pour les réduire à l'illégalité arrivent trop tard. Peut-être réussira-t-on à y réduire temporairement leurs dirigeants, mais jamais le mouvement lui-même. Car, fondés sur l'atelier, surgis du cœur même de la masse et soutenus sans réserve par le prolétariat, les Comités d'usines possèdent une inépuisable réserve de forces.

En somme, on peut dire que les fonctions assumées en Russie entre février et octobre 1917 par les Soviets et les Comités d'usines, sont assumées actuellement en Allemagne par les *seuls* Comités d'usines. C'est ce qui fait la portée immense du mouvement. C'est en cela que consiste sa valeur *générale*, *internationale* et pratique pour tous les pays où les événements révolutionnaires commencent à se développer.

Ce mouvement des Comités d'usines est une des conditions essentielles du succès de la révolution prolétarienne. L'*état d'esprit* révolutionnaire des masses est insuffisant pour que la révolution prolétarienne puisse vaincre et consolider ses conquêtes, il lui faut une *base matérielle*. Avant l'insurrection décisive, le prolétariat doit créer les organes autour desquels s'élèvera l'édifice de l'Etat soviétiste. Il doit créer une organisation qui sache s'assimiler à lui. Les Comités d'usines sont cet organe. Dès maintenant, ils participent au règlement de questions fondamentales : alimentation, combustible, salaires, armement des ouvriers. Voilà pourquoi ils sont le levier de la révolution imminente. De leur sein surgiront, au lendemain de la victoire du prolétariat, d'une part, les Soviets de députés ouvriers, organes du pouvoir ouvrier ; d'autre part, les Comités d'usines, organes des syndicats actifs, combatifs, aidant l'Etat soviétiste à prendre en main la production.

Il est peu probable qu'au lendemain de la conquête du pouvoir, la révolution allemande donne une nouvelle formule de dictature prolétarienne. Cette dictature prendra la même forme qu'en Russie, celle du *pouvoir des Soviets* : non pas « le Soviet à l'usine », c'est-à-dire la mise des usines Siemens-Galske ou Krupp à l'entière disposition des ouvriers de ces usines, mais « le *pouvoir aux Soviets* », c'est-à-dire la *remise de toute la production et du pouvoir aux mains de toute la classe ouvrière d'Allemagne organisée*. Le mot d'ordre est non pas : le pouvoir aux Comités d'usines, mais :

le pouvoir *aux Soviets*. Telle est la voie qui s'ouvre devant le prolétariat allemand.

Durant la période de *préparation*, les événements se sont déroulés un peu autrement qu'en Russie. La social-démocratie a compromis temporairement l'*idée des Soviets*. En 1918-1919, elle a accaparé les Soviets, elle a fait voter au Congrès des Soviets sa propre dissolution et la transmission du pouvoir à la Constituante. En mars 1921, au moment de l'insurrection d'une minorité des ouvriers, l'idée des Soviets était réapparue : la défaite la fit disparaître. Maintenant, cette grande idée a toutes chances de vaincre. Il est inutile de procéder actuellement, avant la victoire, à une refonte des Comités d'usines. Il est inutile de créer une organisation parallèle, puisque celle qui existe suffit à la tâche du moment. Seuls, les Soviets *paysans* doivent être organisés immédiatement, car ce n'est que dans des conditions exceptionnelles que les paysans ont la possibilité d'adhérer aux Comités d'usines. Les Soviets paysans ont surgi en Allemagne pendant la révolution de 1918. Les ouvriers agricoles, maintenant révolutionnaires, doivent s'efforcer de les faire renaître.

En fait, les Comités d'usines révolutionnaires ont relégué à l'arrière-plan du mouvement ouvrier les syndicats contre-révolutionnaires. Ils donneront naissance à des Soviets de députés ouvriers, organes définitifs du pouvoir. Bientôt, la révolution prolétarienne victorieuse créera ses organes fondamentaux : syndicats révolutionnaires, Comités d'usines révolutionnaires et Soviets.

G. ZINOVIEV.

NOTES D'ALLEMAGNE

La défaillance des Social-Démocrates de Gauche

Une seconde fois, depuis la grève générale d'août, la social-démocratie vient de sauver la mise à la bourgeoisie allemande. Au début de la semaine écoulée, une grande offensive prolétarienne était possible, semblait prête à se déclencher, *s'imposait* dirais-je volontiers. — Le général von Lossow et la Bavière se mettaient en rébellion ouverte contre le Reich. Tout un courant d'opinion radicale se créait pour le bloc des partis républicains autour de la Saxe rouge : ainsi s'exprimaient les publicistes George Bernhard et von Gerlach. — Les séparatistes rhénans agissaient ; leur initiative faisait ressentir tout le danger, pour l'unité allemande, des menées réactionnaires. La Reichswehr, cependant, entrait en Saxe rouge. Là-bas, l'indignation et la colère trouvaient pour s'exprimer, à la Conférence ouvrière de Chemnitz, des accents d'une belle énergie. Les social-démocrates de gauche, à Berlin et à Dresde, s'étaient engagés à ne pas tolérer d'attentat armé contre la Saxe. — Les émeutes de la faim brassaient des foules de sans-travail devant tous les hôtels de ville d'Allemagne.

Une grève générale à ce moment, heurtant de front toutes les interdictions de la dictature militaire, eût entraîné toutes les masses ouvrières et conquis la sympathie de tous les éléments républicains. Des mots d'ordre clairs, conformes aux aspirations de la majorité des populations ouvrières et moyennes, pouvaient être les siens :

Du pain ! — Abrogation de l'état de siège ! — Paix à la Saxe ouvrière et républicaine ! — Unité du Reich ! — Désarmement de la réaction bavaroise ! — Gouvernement ouvrier !

Ce mouvement de masses ne s'est pas produit.

Le Parti communiste était prêt. Une forte et nombreuse minorité d'ouvriers affamés était prête à se battre s'il l'eût fallu. Plutôt que de donner l'assaut aux boulangeries, c'est très volontiers que les sans-travail d'Allemagne se battraient pour un gouvernement ouvrier. L'opinion démocratique, celle des classes moyennes, eût compris à ce moment une action ouvrière. Quel facteur d'inertie l'a empêchée ?

Deux : la volonté des social-démocrates de gouvernement de persévérer à tout prix dans la trahison. L'indécision des social-démocrates de gauche.

Le premier est, à vrai dire, un facteur de contre-révolution. Le second, beaucoup d'entre nous n'en connaissaient pas encore toute l'importance. Les social-démocrates de gauche ne sont des révolutionnaires que malgré eux ; ils considèrent encore trop souvent les Ebert, les Wels, les Robert Schmidt, les Sollmann, non comme des transfuges infiniment dangereux pour la classe ouvrière, mais comme des camarades de parti appartenant seulement à une autre tendance. Mais il s'agit bien de tendances ! La social-démocratie en décomposition conserve, dans le cadre de son unité formelle, deux partis ennemis condamnés à s'entretuer quelque jour. Ce parti renferme de nouveau, côte à côte, des spartakistes et des soldats de Noske. Mais pour prendre conscience d'eux-mêmes, pour devenir des révolutionnaires authentiques, les premiers ont encore à secouer l'influence des traditions de la vieille social-démocratie, le fétichisme de l'unité, quelques dernières illusions républicaines. Les seconds, eux, sont depuis longtemps d'authentiques contre-révolutionnaires.

L'occasion perdue peut se retrouver et même très vite. Constatons néanmoins que la défaillance des social-démocrates de gauche a rendu, en cette troisième semaine d'Octobre, à la bourgeoisie allemande, un service à peu près équivalent à celui que lui prêta la social-démocratie officielle au mois d'août, en entrant dans la grande coalition.

En ces huit jours, les positions des capitalistes allemands dans la guerre sociale se sont, en effet, singulièrement renforcées. 50.000 hommes de la Reichswehr sont entrés en Saxe rouge. Bluff, filouterie nouvelle au début d'une nouvelle tactique financière, l'apparition du papier-monnaie « à valeur réelle » va procurer, surtout aux classes moyennes et au petit commerce, un certain soulagement. Le conflit avec la Bavière devient chronique et « se tasse ». Les négociations avec la Commission des Réparations paraissent enfin sur le point de commencer... Le moment est plutôt favorable à une offensive de la bourgeoisie : nous

venons d'apprendre qu'elle a lieu contre la Saxe rouge.

Jamais encore le pouvoir de la conscience de classe, la valeur efficace de l'esprit révolutionnaire n'ont été mieux visibles qu'aujourd'hui en Allemagne, où la dictature de la bourgeoisie ne dure encore que grâce à la trahison des dirigeants de la social-démocratie — et grâce à la défaillance des masses avancées de ce parti.

L'Ultimatum à Zeigner

Entre Munich et Berlin, la sournoise comédie se prolonge. Von Kahr paraissait revenir à de meilleurs sentiments vis-à-vis de M. Stresemann ; le Conseil de l'Empire, arbitrant le différend, approuvait Stresemann ; von Kahr remerciait Stresemann pour sa loyauté dans l'incident du Palatinat ; puis, brusquement, le 25 octobre, von Kahr déclare ne plus vouloir discuter avec un gouvernement berlinois « soumis à l'influence marxiste ». Il invite Stresemann à démissionner, Berlin répond par une note aigre, mais modérée, qui suspend sur la tête du dictateur de Munich « le blâme du peuple allemand ». Et...

Et Berlin adresse un ultimatum au gouvernement ouvrier de Dresde (28 octobre). Berlin exige la retraite des ministres communistes, dont l'attitude est « anticonstitutionnelle ». L'ultimatum expire le lendemain dimanche, à midi. Si M. Zeigner résiste, de « graves mesures seront prises ».

Pendant qu'on rédigeait cet ultimatum à Berlin, la Reichswehr tirait à Freiberg (Saxe) sur une foule ameutée — mais désarmée — tuait 12 ouvriers, en blessait 100 ! — Troisième assassinat d'ouvriers commis en Allemagne rouge en moins de cinq jours. A propos du précédent (24 octobre, Pirna, 1 mort), le commandement de la Reichswehr a fait afficher que « la troupe ne peut ni discuter, ni hésiter à faire respecter ses ordres ; elle n'est point la police, en toutes circonstances, elle doit agir, elle agira, avec une impitoyable rigueur... » Comme en temps de guerre, comme en pays ennemi.

La Saxe rouge est pays ennemi. Toutes les organisations social-démocrates et syndicales de Saxe (Parti, Union des Syndicats, Union des Employés, Union des Fonctionnaires) appellent l'Allemagne ouvrière au secours. « La Saxe est livrée à 60.000 hommes de troupes de la Reichswehr. A Pirna la brutalité de la soldatesque a été si révoltante que les conseillers municipaux nationaux-allemands se sont associés à la protestation générale. A Dresde on a arrêté les chefs social-démocrates de la police dans l'exercice de leurs fonctions... » De son côté M. Gessler a démenti officiellement que la Reichswehr soit entrée en Saxe pour défendre le pays contre une agression bavaroise éventuelle ; il ne s'agit que d'y rétablir l'ordre.

L'énorme, dans tout ceci, c'est l'attitude des ministres social-démocrates du Reich : Robert Schmidt, Sollmann, Radbruch. Ils ont voté, en conseil de cabinet, l'ultimatum adressé à Zeigner ! — De l'avis de social-démocrates même modérés, c'est le suicide de la grande coalition. « Après ça, il faut qu'ils s'en aillent ! » De tous les points du pays, les protestations indignées arrivent à la Centrale social-démocrate. La Centrale affirme n'être pas au courant. Elle était en voyage. Elle va délibérer... Le *Vorwaerts* donne raison à M. Stresemann et au citoyen Robert Schmidt : tous les torts sont du côté des communistes saxons qui « n'ont pas su entrer dans le rôle d'un parti gouvernemental » (! ! !) Le *Vorwaerts* aura beau dire : Son parti tout entier comprend que les ministres social-démocrates — si plats devant von Kahr — se sont rendus impossibles : inutiles à la bourgeoisie, haïssables au prolétariat et même à l'élément républicain de l'Allemagne centrale.

C'est leur deuxième grosse turpitude en une semaine : le 24 octobre, les imprimeurs de Berlin menaçaient de suspendre l'imprimerie de tous les journaux bourgeois et des billets de banque si la *Rote Fahne*, communiste, n'était pas autorisée à reparaître. Car le *Volkkische Beobachter* de Hitler, *Fridericus*, le *Drapeau blanc*, la *Deutsche Zeitung* infestent les étalages des marchands de journaux. Mais toute la presse communiste est étouffée. A cette menace de grève, formulée par une majorité syndicale, malgré toutes les exhortations des fonctionnaires réformistes, le gouvernement et le commandement militaire de Berlin ont répondu (26 octobre) en interdisant les grèves dans la capitale !

...Par tous ces chemins, nous voici arrivés à un tournant. C'est la bourgeoisie qui prend l'offensive. La grande coalition a vraisemblablement vécu. Et après ? Il ne peut y avoir après qu'une dictature, pas constitutionnelle cette fois, pas constitutionnelle du tout. Laquelle ?

Question de force.

Buchrucker et Thorell

Le procès des fascistes qui avaient tenté, il y a quelques semaines, un coup de main sur la forteresse de Custrin, a commencé le 22 octobre au tribunal de Cottbus et s'est déroulé à huis clos. Le principal accusé, le major en retraite Ernst Buchrucker (ancien participant du *putsch* de Kapp, qui s'était signalé à l'époque en fusillant les ouvriers de Cottbus), a été condamné à dix années de forteresse, du chef de haute trahison. A l'exception d'un seul, ses 12 co-accusés sont tous condamnés à des peines inférieures à deux années d'emprisonnement (26 octobre). L'instruction avait duré plusieurs semaines.

...Il suffit, pour les ouvriers insurgés de Hambourg, d'une instruction de trois jours. Dès le 28, la cour martiale de Hambourg a prononcé une première peine de mort. Le condamné est un jeune ouvrier communiste de 22 ans, nommé Thorell, qui a tiré sur un agent de police (sans le tuer), ce qui lui vaut d'abord 6 ans de prison, puis la mort ensuite, du chef de haute trahison. Thorel a été si maltraité lors de son arrestation qu'il a perdu un œil...

Le même tribunal a condamné un sans-travail, absolument sans ressources, à dix mois de prison *pour vol d'un pain !*

Haute trahison, le major Buchrucker, fasciste : 10 ans de forteresse — et sans doute bientôt l'évasion confortable à la manière d'Ehrardt...

Haute trahison, l'ouvrier Thorell : douze balles, à moins que n'intervienne (problématique) la grâce présidentielle du citoyen Ebert. Et le coup de revolver de la classique « tentative d'évasion », même en cas de grâce, toujours possible...

Marxisme ministériel

M. Stresemann ne se soucie pas le moins du monde d'alléger la tâche de ses collègues et collaborateurs, les ministres socialistes. Lassé de s'entendre reprocher, par M. von Kahr, des concessions au marxisme, qu'il n'a jamais faites, il a fait, le 24 octobre, publier dans la *Nationale-liberale Korrespondenz*, organe officiel de son parti,

une réponse circonstanciée au dictateur bavarois. M. von Kahr n'en sera certainement pas convaincu. Mais on donnerait gros pour voir la tête qu'ont dû faire les ministres social-démocrates en dégustant cette prose officieuse.

Est-ce du marxisme, demande l'organe de M. Stresemann, que l'abrogation des dernières contraintes économiques, imposées par l'Etat — l'abrogation des arrêtés, datant de la démobilisation, concernant la protection du travail, l'abrogation de l'impôt sur le charbon ; le sacrifice du formalisme parlementaire et la loi des pleins pouvoirs ; la fondation de la nouvelle Banque d'émission de marks-rente ; la suspension temporaire de la journée de huit heures ; la suppression du contrôle des exportations ? Est-ce du marxisme ? Toutes ces mesures n'ont-elle pas pour but la reconstruction de l'économie capitaliste ?

De notre côté, nous pourrions ajouter :

Et l'état de siège, tourné exclusivement contre la classe ouvrière ? Et l'inlassable mansuétude de Berlin vis-à-vis du fascisme arrogant de Munich ? Et l'occupation militaire de la Saxe ? Et, enfin, l'ultimatum du 27 octobre au gouvernement ouvrier de Dresde ? — En un mot, la dictature des généraux ? Est-ce du marxisme ? — Mais à quoi bon ?

De plus en plus, les social-démocrates de gouvernement apparaissent aux partis bourgeois, pour lesquels ils se déshonorent, comme des alliés inférieurs et méprisables, à l'égard desquels on peut tout se permettre...

Je crois, du reste, qu'ils sont sur le point de s'en aller, chassés par un sursaut de colère et de dégoût de leur propre parti...

Papier à valeur « réelle » et salaires

Il n'est question, depuis quelques jours, que de papier-monnaie à valeur réelle. Samedi (27 octobre), les premières petites coupures de l'emprunt-or du Reich ont été mises en circulation, en attendant les *marks-rente*. Les municipalités, et même les grandes firmes industrielles, sont autorisées à émettre du papier-monnaie à valeur réelle garanti par un dépôt en titres de l'emprunt-or... Le problème est résolu.

Mais qui. L'inflation, la banqueroute, le mark-milliard ? rien du tout, c'est fini. Les évaluations les plus optimistes fixaient dernièrement la valeur réelle totale de tout le papier-monnaie allemand en circulation à 120-150 millions de marks-or. Nous croyons cette évaluation fortement exagérée. Et l'on vient de mettre en circulation, dès le premier jour, pour 10 millions de dollars de petites coupures de l'emprunt-or — pour cent millions de papier-monnaie à valeur réelle. Patientez : dans quelques semaines, nous en aurons pour un milliard... Conjurer une faillite de l'Empire n'est pas plus difficile que cela.

Réfléchissons-y un moment. D'abord si ce n'était pas plus difficile, pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt ? Ensuite, si l'emprunt-or est couvert, s'il a été un succès, pourquoi ne pas l'avoir dit ? — Enfin, est-ce bien l'essentiel d'avoir une monnaie stable quand on en est où est l'Allemagne capitaliste ?

Aux deux dernières de ces questions, il nous est possible de trouver une réponse. L'emprunt-or n'a pas été un succès : il a donné peu de chose à l'Etat ; aux particuliers qui l'ont souscrit, il a surtout procuré des soucis : leurs doléances ont rempli les pages économiques des grands journaux. Il est loin d'être couvert : toutes les fois qu'on n'en a pas soutenu artificiellement le cours, il est tombé au-dessous du dollar : de 15 % le 1er et le 3 octobre, de 25 % le 10. L'émission et la mise en circulation de coupures de l'emprunt-or constituent à la fois un retour à l'inflation et une spéculation sur la confiance — inexistante, d'ailleurs ! — du public. L'emprunt-or est coté sensiblement au-dessous du cours véritable du dollar (ce 26 : dollar à New-York, 80 milliards de marks ; emprunt-or à Berlin, 65 milliards), que des expédients de Bourse diminuent de 30 à 40 % à la Bourse de Berlin (ce 26 : New-York, 80, Berlin, 52,6 et *les grands magasins ne le prennent qu'à un taux déjà inférieur de 10 à 15 % au cours officiel.*

Le mark-rente n'aura de valeur réelle que *si l'industrie*, le commerce, l'agriculture, la banque le veulent bien ; et elles ne le voudront que *si* tel est leur intérêt, c'est-à-dire *si* leurs desseins économiques et politiques triomphent, ce qui est pour le moment fort douteux.

Une allocation de 2 marks-or par jour, versée à 1.500.000 chômeurs, coûterait mensuellement, à l'Allemagne, 90 millions de marks-or. Aucune combinaison financière ne peut lui procurer cette somme phénoménale. Les sans-travail continueront donc à crever de faim.

Sans sacrifier tous ses bénéfices, à quoi elle ne consentira jamais, l'industrie germanique ne peut procéder à aucun relèvement des salaires. Dès maintenant, les prix de ses articles dépassent ceux du marché mondial ; sa capacité de concurrence est abolie ; ne pouvant plus réduire les salaires, elle ne pense qu'à allonger la journée de travail. Le salaire payé en « valeur réelle » sera donc très bas, et le seul avantage qu'il présentera sera de manifester, au premier coup d'œil, toute son insuffisance.

En créant des « valeurs réelles », la bourgeoisie allemande ne ferait, par conséquent, que renoncer à dissimuler, par l'inflation, la spéculation des salariés ? J'en doute. Une inflation de nouveau papier-monnaie, dit à « valeur réelle », est possible, sinon probable (et n'est-elle pas déjà commencée ? L'impression de marks-papier continue. Dans tous les cas, le paiement des allocations et des salaires en billets de banque, valant peut-être quelque chose, n'apportera aucune amélioration sérieuse à la condition du travailleur allemand. Peut-être un peu moins à la merci de la spéculation quotidienne, il n'en restera pas moins affamé !

R. ALBERT.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° *Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'*Humanité, 142, *rue Montmartre ;*

2° *Tout ce qui concerne la rédaction du* Bulletin Communiste *au camarade* René Reynaud, *même adresse.*

L'Amour dans la Société Nouvelle

(Lettre à la Jeunesse laborieuse)

La Révolution fait surgir chaque jour des problèmes inattendus ou mal approfondis, des tâches nouvelles. Les questions touchant à la transformation des mœurs, des sentiments, des rapports sexuels, de la vie familiale, des relations sociales ne sont pas les moins ardues : le principal obstacle à leur clarification et à leur solution est l'hypocrisie, la mentalité que nous laisse en héritage la société bourgeoise. Le premier mérite d'Alexandra Kollontaï est d'aborder la question de l'amour dans le monde nouveau avec franchise et simplicité ; de plus, elle analyse le problème en marxiste et avec une belle hauteur de vues. Nous publions ici son article de la Jeune Garde, écrit pour les jeunes communistes russes. Cet article soulèvera une discussion ardente, fort élevée et du plus grand intérêt en Russie. Si quelqu'un de nos lecteurs désire le commenter, le critiquer et le discuter, nous accueillerons avec plaisir ses réflexions, pourvu naturellement qu'elles soient exprimées sous une forme digne de l'article de Kollontaï.

I

L'Amour, facteur social et psychique

Vous me demandez, mon jeune camarade, quelle place l'idéologie prolétarienne réserve à l'amour ? Vous êtes confondu du fait qu'à l'heure actuelle, la jeunesse laborieuse « est plus occupée de l'amour et de toutes sortes de questions s'y rattachant » que d'autres grands problèmes se posant devant la république des travailleurs. S'il en est ainsi (il m'est difficile d'en juger de loin) cherchons ensemble l'application de ce fait, la réponse à cette première question : quelle place l'idéologie de la classe ouvrière réserve-t-elle à l'amour ?

On ne peut douter que la Russie des soviets est entrée dans une nouvelle phase de guerre civile. Le front révolutionnaire a été déplacé ; il passe maintenant dans la lutte entre deux idéologies, deux civilisations : bourgeoise et prolétarienne. L'incompatibilité de ces deux idéologies apparaît chaque jour plus clairement ; les contradictions entre ces deux civilisations différentes deviennent chaque jour plus aiguës.

Avec la victoire du principe et de l'idéal communistes dans le domaine de la politique et de l'économie devait s'accomplir aussi une révolution dans la conception du monde, dans les sentiments et dans toute la conformation d'esprit de l'humanité laborieuse. A l'heure actuelle déjà on remarque du nouveau dans ces conceptions de la vie et de la société, du travail, de l'art et des « règles de la vie » (c'est-à-dire de la morale). Les rapports des sexes sont une partie importante des règles de la vie. La révolution sur le front idéologique parachève le bouleversement accompli dans la pensée humaine grâce à l'existence depuis cinq ans de la république des travailleurs.

Mais au fur et à mesure que devient plus aiguë la lutte entre les deux idéologies, qu'elle s'étend à un plus grand nombre de domaines, de nouveaux et de nouveaux « problèmes de la vie » surgissent devant l'humanité, et seule l'idéologie de la classe ouvrière est à même d'en fournir une solution satisfaisante.

Au nombre de ces problèmes figure aussi celui que vous soulevez — « le problème de l'amour ». Aux différentes phases de son développement historique, l'humanité abordait différemment sa solution. Le « problème » reste, ses clefs changent. Ces clefs dépendent de l'époque, de la classe, de l' « esprit du temps » (c'est-à-dire de la culture).

Chez nous en Russie, tout récemment encore, dans les années de l'âpre guerre civile et de la lutte contre la désorganisation économique, le nombre de ceux que ce problème préoccupait n'était pas très élevé. *D'autres sentiments, d'autres passions plus réelles possédaient l'humanité laborieuse. Qui donc dans ces années-là se serait sérieusement préoccupé des chagrins et des souffrances d'amour lorsque le spectre décharné de la mort guettait tout le monde, lorsqu'il était question de savoir : Qui vaincra ? La révolution, c'est-à-dire le progrès, ou la contre-révolution, c'est-à-dire la réaction ?*

Devant le visage sombre de la grande révoltée — la révolution, le tendre Eros (« dieu de l'amour ») dut disparaître précipitamment. On n'avait ni le temps, ni l'excédent nécessaire de forces psychiques pour s'adonner aux « joies » et aux « tortures » de l'amour. Telle est la loi de conservation de l'énergie sociale et psychique de l'humanité : Cette énergie est toujours appliquée à poursuivre le but essentiel et immédiat du moment historique. C'est la toute simple, toute naturelle voix de la nature — l'instinct biologique de reproduction, l'attraction de deux êtres de sexe différent, qui s'est trouvée pour un temps maîtresse de la situation. L'homme et la femme s'unissaient et se désunissaient facilement, beaucoup plus facilement que par le passé. On venait l'un à l'autre sans grandes secousses dans l'âme, on se séparait sans larmes ni chagrin.

« Dans cet amour qui fut pour moi sans joie
Le moment d'adieu sera sans douleur ».

La prostitution disparaissait, il est vrai, mais par contre augmentèrent manifestement les libres relations des sexes sans engagements mutuels et dans lesquelles le moteur principal était l'instinct de la reproduction non enjolivée par les sentiments amoureux. Ce fait effrayait certains. Mais les rapports entre les sexes dans ces années-là ne pouvaient être autres. Ou bien le mariage était consolidé par un sentiment durable de camaraderie, d'amitié de plusieurs années, amitié que le sérieux du moment raffermissait encore, ou bien les relations matrimoniales surgissaient pour satisfaire un besoin purement biologique, constituaient en somme une passade dont les deux parties se lassaient bien vite et qu'elles s'empressaient de liquider pour qu'elle ne

gêne pas l'essentiel, le travail pour la révolution.

L'instinct brutal de reproduction, la simple attraction des sexes surgissant et disparaissant tout aussi rapidement sans créer des liens de cœur et d'esprit — c'est « l'Eros sans ailes » qui absorbe bien moins de forces psychiques que l'exigeant « Eros ailé », l'amour tissé d'émotions les plus diverses, tant de cœur que d'esprit. L'Eros sans ailes n'engendre pas les nuits sans sommeil, ne ramollit par la volonté, n'apporte pas de confusion dans le travail froid du cerveau. La classe des lutteurs, au moment où le branle-bas de la révolution appelait sans interruption au combat l'humanité laborieuse, ne pouvait se laisser aller à l'emprise de l'Eros aux ailes déployées. Dans ces journées-là, il était inopportun de dépenser les forces psychiques des membres de la collectivité en lutte en sentiments secondaires ne servant pas directement la révolution. L'amour individuel qui est à la base du « mariage par couple » et se concentre sur la personne d'un homme ou d'une femme, exige une dépense énorme d'énergie psychique. Cependant le bâtisseur de la nouvelle vie, la classe ouvrière, était intéressée non seulement à la plus grande économie possible de ses richesses matérielles, mais aussi à épargner l'énergie psychique de chacun pour l'appliquer aux tâches générales de la collectivité. Voilà pourquoi au moment de la lutte révolutionnaire aigüe, la place de l' « Eros ailé » consumant tout sur son passage fut prise par l'instinct peu exigeant de la reproduction — par l' « Eros sans ailes ».

Mais aujourd'hui, le tableau change. La République des soviets, et avec elle toute l'humanité laborieuse, est entrée dans une accalmie relative. Un travail très compliqué commence où il s'agit de comprendre et de fixer définitivement ce qui a été conquis, atteint, créé. Le bâtisseur des nouvelles formes de la vie, le prolétariat, doit tirer un enseignement de tout phénomène social et psychique ; il doit comprendre ce phénomène, se l'assimiler, se l'assujettir et le transformer en une arme de plus pour sa défense de classe. Alors seulement le prolétariat, ayant saisi non seulement les lois qui président à la création des richesses matérielles, mais aussi celles qui dirigent les mouvements de l'âme, pourra entrer armé jusqu'aux dents en lice contre le vieux monde bourgeois. Alors seulement l'humanité laborieuse vaincra aussi bien sur le front militaire et celui du travail que sur le front idéologique.

Aujourd'hui que la révolution en Russie a pris le dessus et s'est consolidée, que l'atmosphère du combat révolutionnaire s'est dissipée et que l'homme a cessé d'être complètement pris par la lutte, le tendre Eros aux ailes déployées, tombé un temps dans le mépris, réapparaît de nouveau et commence à réclamer ses droits. Il prend ombrage de l'insolent Eros sans ailes — de l'instinct de la reproduction non enjolivé par les charmes de l'amour. L'Eros sans ailes cesse de satisfaire les besoins spirituels. Il se forme un excédent d'énergie psychique que les hommes d'aujourd'hui, même les représentants de la classe laborieuse, ne savent pas encore appliquer à la vie intellectuelle de la collectivité. Cet excédent d'énergie psychique cherche une issue dans les sentiments amoureux. La lyre aux cordes multiples du dieu ailé de l'amour couvre la voix monotone de l'Eros sans ailes... L'homme et la femme ne s'unissent plus aujourd'hui comme c'était le plus souvent le cas pendant les années de la révolution, ils ne nouent plus une liaison passagère pour satisfaire leur instinct sexuel, mais ils commencent de nouveau à vivre des « romans d'amour », avec les souffrances et l'extase amoureuse qui les accompagnent.

Dans la République des Soviets, nous sommes incontestablement en présence d'une croissance de besoins intellectuels, on est plus avide de savoir que par le passé, on s'emballe plus facilement pour les questions scientifiques, pour l'art, pour le théâtre. Cette recherche dans la République des soviets des nouvelles formes à donner aux richesses intellectuelles de l'humanité embrasse inévitablement la sphère des sentiments amoureux. On observe un réveil d'intérêt à l'égard de la psychologie du sexe, du problème de l'amour. Ce côté-là de la vie touche plus ou moins chaque individu. On remarque avec étonnement entre les mains des militants qui auparavant ne lisaient que les éditoriaux de la *Pravda*, les comptes rendus des livres où l'on chante « l'Eros aux ailes déployées ».

Qu'est-ce donc ? Une réaction ? Le symptôme d'une décadence dans la création révolutionnaire ? Pas du tout. Il est temps de rejeter une fois pour toutes l'hypocrisie de la pensée bourgeoise. Il est temps de reconnaître ouvertement que l'amour est non seulement un facteur puissant de la nature, non seulement une force biologique, mais aussi un facteur social. L'amour est un sentiment profondément-social dans son essence. A tous les degrés du développement humain, l'amour, sous différents aspects et formes, il est vrai, constituait une partie inséparable et indispensable de la culture intellectuelle d'une société donnée. Même la bourgeoisie qui reconnaissait en paroles que l'amour était une « affaire privée », savait en réalité l'assujettir à ses normes de morale de telle façon qu'il assure ses intérêts de classe.

Dans une mesure plus grande encore, l'idéologie de la classe ouvrière doit escompter l'importance des sentiments amoureux, en tant que facteur dont on peut (de même que de tout autre phénomène social et psychique) tirer profit pour la collectivité. Que l'amour n'est point du tout une « affaire privée » qui concerne seulement « les deux cœurs » qui s'aiment, que l'amour renferme *un principe de liaison* précieux pour la collectivité, cela ressort déjà du fait qu'à tous les degrés de son développement historique, l'humanité a établi des règles précisant à quelles conditions et quand l'amour était « légitime » (c'est-à-dire répondant aux intérêts d'une collectivité donnée) et quand il était « coupable », criminel (c'est-à-dire se trouvant en contradiction avec cette société-là).

Alexandra KOLLONTAI.

(Dans le prochain numéro, nous publierons le chapitre suivant, intitulé : « Un peu d'histoire. »)

Comment le Fascisme a triomphé en Bulgarie

Tous les militants conscients, tous les ouvriers révolutionnaires sérieux doivent lire attentivement! les matériaux que nous publierons sur la défaite communiste en Bulgarie. Quand un mouvement ouvrier est vaincu, c'est un devoir pour les communistes de tous les pays d'étudier les circonstances et les conditions de la défaite pour en tirer les enseignements dont profiteront les partis révolutionnaires, pour éviter le renouvellement des fautes commises, pour y puiser des raisons de continuer la lutte et des moyens de vaincre.

La Ligue des conspirateurs, composée de militaires et de bourgeois, qui a renversé par un « putsch » le cabinet Stamboulisky et s'est emparé du pouvoir, a formé, tout de suite après sa victoire, un gouvernement d'*union nationale*. Tous les partis bourgeois et petits-bourgeois, y compris les social-démocrates, ont envoyé un représentant dans ce ministère.

La tâche principale de ce gouvernement social-démocrato-fasciste était le rétablissement intégral de la domination de classe capitaliste. Pour réaliser ce but, il fallait d'abord détruire les deux plus puissantes organisations politiques de la classe ouvrière, c'est-à-dire la ligue des paysans et le Parti communiste. Il faut reconnaître que le plan stratégique du fascisme bulgare a réussi en tous points. Après avoir battu les paysans, il s'est préparé à donner l'attaque aux communistes bulgares, ses plus acharnés ennemis. Et voici comment il s'y est pris :

On a commencé par préparer les esprits par une campagne de presse où l'on n'a épargné ni calomnies, ni diffamations sur le compte des communistes. Il est à noter que, dans cette campagne, les social-démocrates ont été les plus acharnés contre les communistes. Le Parti communiste bulgare se rendait bien compte que même une lutte simplement défensive ne le sauverait pas d'une défaite, car les dirigeants fascistes avaient eu tout le temps nécessaire pour se préparer et pour s'armer, et tout en étant conscient de son état d'infériorité vis-à-vis de l'ennemi, le Parti communiste bulgare savait que la lutte serait une lutte à outrance. Aussi bien, dans la nuit du 11 au 12 septembre, la police, sur les ordres du général Rousseff, ministre de l'Intérieur, arrêta en masse tant à leur domicile particulier qu'aux Maisons du Peuple, les principaux dirigeants du mouvement prolétarien. Puis, dans la capitale, à Sofia, comme dans tout le pays, les dirigeants communistes et secrétaires syndicaux furent jetés en prison. Les Bourses de Travail, ainsi que les coopératives, furent fermées, et sur leurs portes la police apposa les scellés. Toute la presse du Parti, ainsi que celle des syndicats, toute littérature communiste fut défendue, toute propagande prohibée. Rien qu'à Sofia, le nombre des prisonniers communistes s'éleva à plusieurs milliers. La réaction avait, d'un seul coup, décapité le mouvement communiste de ses chefs. Seuls, quelques camarades, qui eurent la prudence de ne pas coucher à leur domicile légal, échappèrent à la rafle, et parmi ceux-là, le secrétaire de l'I. C., Kolaroff, Dimitroff, secrétaire général des syndicats bulgares, et Lukanoff, secrétaire adjoint du Parti communiste bulgare. Par contre, les camarades du Comité central, Blagoeff, fondateur du Parti, et le secrétaire général du Parti, Kabatcheff, ne purent échapper à l'arrestation.

La chasse au communiste fut intensifiée les jours suivants. La police de sûreté, formée par la jeunesse dorée de la bourgeoisie, par les officiers de réserve et ceux de l'armée de Wrangel, comme aussi par les délinquants macédoniens, arrêta à tort et à travers. Les social-démocrates jouèrent le rôle de champions dénonciateurs au service des flics, car ils espéraient qu'en détruisant le mouvement communiste ils renforceraient leur parti en pleine décomposition.

Les prisons ne suffisant plus à contenir les arrêtés, ceux-ci furent enfermés dans les casernes, où de nombreux camarades furent horriblement maltraités et quelques-uns fusillés dans les souterrains.

Le prolétaniat de Sofia sépondit aux violences fascistes par une grève générale le 14 septembre. Mais elle eut un effet assez médiocre, car elle n'avait pas été préparée par la propagande, ni organisée efficacement.

Dans la nuit ds 19 au 20 septembre éclata, à Stara-Zagora, une rébellion armée de paysans appartenant au Parti communiste et à la ligue des paysans. Ils s'emparèrent de la mairie et, joints à des paysans des villages voisins, ils s'organisèrent en centuries. Puis ils se dirigèrent vers Nova-Zagora, Hazenlik, Tchirpan, et cherchèrent à les prendre d'assaut, aidés aussi par les ouvriers qui s'étaient joints à eux sur leur passage. Mais leurs efforts héroïques furent vains, et devant la supériorité d'armement de l'adversaire, ils durent y renoncer et se retirèrent dans les montagnes. Entre temps, le mouvement de rébellion s'était étendu dans les arrondissements de Varga et de Philippopoli, puis dans le nord-ouest, à Viddin et à Vratsa. Tous les villages compris dans cette zone se trouvaient être conquis par les révolutionnaires : Varchetz, Lopuchna, Tchiprovtzi, Brussarzi, Boitchinovtzi, Alexandrovo, avaient arboré le drapeau rouge des Soviets. Les camarades Kolaroff et Dimitroff, qui avaient échappé à l'arrestation, étaient venus prendre la direction du combat. Mais les milliers de révolutionnaires étaient malheureusement mal armés et le temps avait manqué pour les encadrer militairement. La plupart des révolutionnaires étaient munis de piques, de faulx et de haches ou encore de vieux fusils du temps de la guerre turco-russe de 1877 ! Cependant, après la conquête de Ferdinando et de Berkovitza, ils s'emparèrent de deux canons de montagne, de six mitrailleuses et de quelques centaines de fusils de l'armée — qui leur furent de grande utilité dans les combats qui suivirent. La ville de Lom, sur le Danube, fut assiégée par une armée de 5.000 communistes et, pendant trois jours, avec un héroïque courage, ceux-ci se livrè-

rent à de furieuses attaques pour la conquérir. Les révolutionnaires avaient déjà fait une brèche dans la fortification et l'auraient sûrement conquise si, au moment le plus critique pour les assiégés, des artilleurs de Viddin, arrivés par bateau sur le Danube, n'étaient venus les délivrer. Rahovo, également sur le Danube, avait aussi été conquise par les révolutionnaires. Entre Rahovo et Bela-Slatina, plusieurs villages comptant entre 4 et 5.000 habitants s'étaient soulevés contre le gouvernement.

La situation de Zankoff devenait toujours plus critique. La plus grande panique régnait à Sofia. Tous les officiers « sûrs » et les sous-officiers de réserve furent promptement mobilisés, de même qu'une partie des fonctionnaires d'Etat. On forma un corps de « volontaires » en y incorporant les soldats et les officiers de l'armée de Wrangel, des fils de famille du groupe fasciste, et même des bataillons d'apaches et de voleurs qu'on avait enrôlés dans les prisons pour former les « bataillons punitifs ». Puis, chaque jour, des trains et des camions pleins de ces sanguinaires « héros » furent envoyés dans les zones « rebelles », accompagnés d'artillerie, de mitrailleuses et de cavalerie, où se livrèrent de furieux combats. Finalement, la révolution fut noyée dans le sang. « La dignité de l'ordre » a été rétablie par des moyens horribles. Ce n'a été qu'une répétition de la Commune.

Des milliers de camarades sont morts en combattant, mais un aussi grand nombre a été tué par la bestialité des « gens de l'ordre » après la bataille. Les hordes de l'ex-socialiste Zankoff n'ont en rien été inférieures aux troupes des janissaires turcs.

On ne sait encore rien de précis sur le sort de nos camarades. Ce qu'il y a de certain, c'est que plusieurs députés communistes ont été tués en prison, sous prétexte qu'ils *tentaient de s'enfuir*. Deux membres de la Centrale du P. C. bulgare, Enio Makowsky et Boris Sotiroff, ont été tués de cette façon.

Les assassinats officiels des fascistes bulgares ont reçu en pleine bataille la consécration du « Saint-Synode bulgare », qui, dans un appel publié dans la presse du 26 septembre, maudit les communistes et les menace de la colère et de la vengeance divines !

La boucherie officielle ne donnant pas signe de prendre fin, les démocrates, les radicaux-démocrates et les social-démocrates, apeurés par ces barbaries et par ces massacres d'ouvriers et de paysans communistes, ont hypocritement déclaré que le sang avait assez coulé, et ont demandé au dictateur qu'il rentre dans la légalité. Pour calmer les esprits, Zankoff a annoncé que les élections au Parlement auraient lieu dans quelques mois et qu'il amnistierait tous les « dévoyés », mais qu'il userait de toute la sévérité de la loi contre les dirigeants révolutionnaires.

L'intention est claire : tous les partis sont d'accord pour vouloir l'annihilation du Parti communiste. A la tête de ce mouvement, il y a naturellement les social-démocrates — qui en ce moment célèbrent leur triomphe. L'un d'eux est ministre dans le gouvernement Zankoff et s'appelle Kazasoff. En ce moment, il cherche à enrôler les cheminots et les employés des P. T. T. — qui dépendent de son ministère — dans les bandes fascistes du gouvernement pour qu'ils prennent part aux expéditions punitives contre les communistes.

Le mérite de la défaite du mouvement révolutionnaire doit, en première ligne, être attribué à la trahison des social-démocrates, devenus les alliés de la réaction bulgare, au manque d'expérience et de préparation révolutionnaires des masses paysannes et ouvrières. Mais si, malgré leur héroïsme, elles ont succombé dans cette lutte inégale, le prolétariat bulgare saura tirer de la défaite les enseignements nécessaires pour les luttes futures.

Sofia, octobre 1923.

ARMIN.

Social-Démocratie et Fascisme

La *Schupo* et même la *Reichswehr* ont pris le parti des fascistes dans la guerre civile allemande. La justice a laissé libres les nationalistes et condamné les ouvriers à des peines de prison très élevées. Même, elle a poursuivi pour haute trahison les députés qui donnèrent des renseignements sur les préparatifs militaires fascistes, etc.

C'est ainsi qu'il fut possible aux fascistes de fortifier et de compléter leurs organisations, de se procurer des armes. Dès lors, ils se mirent à attaquer des villes ouvrières, organisant des massacres et préparant ouvertement la prise du pouvoir.

Les socialistes ont été au courant de tout cela, mais ils n'ont rien entrepris pour combattre les fascistes. Seul, le Parti Communiste appela le prolétariat entier à la lutte contre le fascisme et se prépara lui-même à la guerre civile.

« En vue de réaliser leurs opérations (séparation de la Rhénanie et de l'Allemagne du Sud du Reich), dit un appel du Parti Communiste du 11 juillet 1923, préparant le Parti à la journée antifasciste, « les fascistes sont préparés militairement. Leur mot d'ordre est de mener la guerre civile le plus cruellement et le plus brutalement possible. Tous les ouvriers prisonniers doivent être fusillés en cas de résistance au fascisme ».

La révolte fasciste ne peut être arrêtée que par la terreur rouge s'opposant à la terreur blanche. Si les fascistes, armés jusqu'aux dents, assassinent les prolétaires révolutionnaires, ceux-ci doivent exterminer les fascistes. Si les fascistes veulent fusiller un dixième des grévistes, nous devons fusiller un cinquième des fascistes... » Plus loin : « Nous approchons des luttes décisives. Il faut nous préparer et préparer les masses à ces luttes sans aucune nervosité, avec sang-froid et la tête claire. » (7).

Et c'est avec « sang-froid et la tête claire » que le parti dans son ensemble passe au travail ; en même temps qu'il mobilisait toutes les forces révolutionnaires pour le 29 juillet et demandait aux autres partis ouvriers de former au moins une phalange contre les fascistes, il s'adressait en

(7) Il va sans dire que Severing inculpa la *Rote Fahne* pour cet appel.

même temps à la classe moyenne, c'est-à-dire à la classe qui représente la réserve des fascistes. Dans de multiples articles et dans un manifeste il prouvait à cette classe moyenne qu'en luttant contre les ouvriers elle luttait contre elle-même, qu'elle creusait son tombeau de ses propres mains. On lui demandait de s'unir à la classe ouvrière, de mener la lutte contre le capital et contre les junkers. Ce n'était pas une œillade amoureuse à l'adresse du fascisme, comme le disent les Homo et les Frossard de tous les pays. Pas du tout ! Très clair était le manifeste. « Aussi longtemps que de grandes masses de la classe moyenne n'auront pas compris cela, aussi longtemps qu'elles se laisseront exciter contre la classe ouvrière au lieu de lutter en commun avec elle contre les exploiteurs, aussi longtemps nous appellerons les ouvriers à la défense. Nous leur demandons de répondre à la violence par la violence. Nous leur demandons d'être prêts à la défense de leurs intérêts. La journée antifasciste du 29 juillet est consacrée à ce but. En même temps nous déclarions : « Nous ne voulons pas seulement empêcher la guerre civile entre les deux classes souffrantes et misérables : la petite bourgeoisie et la classe ouvrière, mais au contraire nous vous demandons : formez en commun avec les communistes le front unique de la misère et du travail contre les spéculateurs et les exploiteurs » (8).

Mais la réaction ne cessait pas. Elle concentrait ses forces principales contre les villes les plus importantes. Si le Parti Communiste allemand réussissait à amener, le 29 juillet, à lui un grand nombre d'ouvriers sans parti ou membres d'autres partis ouvriers, ce qui était à prévoir dans cette situation (fuite Ehrhardt, etc.) ce serait pour le fascisme une défaite considérable.

Et comme la bourgeoisie voyait très bien le danger, elle fit signe à Cuno, qui s'adressa à Severing, le socialiste-fasciste (c'est le même Severing que Kapp voulait nommer ministre de l'Economie) (9). Severing, à son tour, prévenait tous les maires socialistes qui immédiatement interdirent la journée antifasciste. Ritter à Berlin, Horsing pour l'Allemagne centrale, Noske à Hanovre. Les gouvernements des autres Etats, sauf la Saxe et la Thuringe, interdisent aussi pour leur pays la journée antifasciste. Ils allèrent plus loin : ils mobilisèrent partout la schupo et la reichswehr en leur donnant l'ordre de saisir la plus petite occasion comme prétexte à attaquer les ouvriers. Il va sans dire que le socialdémocrate Severing dirigeait cette action (10) et que Degoutte, dans le bassin de la Ruhr, la soutenait entièrement.

Quiconque examine cette situation d'une façon objective doit reconnaître que ces actes constituent une aide considérable apportée au fascisme de la part de la socialdémocratie. Ils ont aidé le fascisme aussi en soutenant Cuno jusqu'au dernier moment, quoique son ministère comprît Gessler, l'homme de confiance des fascistes, malgré le ministre de la Justice Heinze. Ce dernier déclarait, dans un discours à Hambourg, qu'en somme il se sentait monarchiste, et il laissa échapper Ehrhardt de prison. Ils savaient pourtant que Cuno avait eu un entretien avec le fasciste Rossbach dans lequel avait été discutée la formation d'une *Reichswehr* noire à côté de la *Reichswehr* régulière et que Cuno négociait avec le populiste Graefe l'incorporation des gymnastes réactionnaires dans la *Reichswehr*. Ils savaient aussi très bien que Ludendorff était chargé par le ministre de la Reichswehr d'établir la liaison avec les organisations illégales. Ils savaient aussi que Gessler voulait faire arrêter Zeigner, le président du cabinet saxon, sous l'inculpation de haute trahison (11). Pourtant, la majorité du Parti désirait la chute de Cuno, et même le Parti centriste réactionnaire et clérical était disposé à laisser tomber Cuno (12). La période de Cuno est des plus caractéristiques pour juger le rôle de la socialdémocratie. Si elle continuait à soutenir Cuno, l'opposition augmentait à l'intérieur du Parti ; si on le renversait, il fallait rentrer dans la grande coalition contre laquelle se faisait aussi une assez forte opposition au sein du Parti... Que faire ? C'était bien difficile pour les chefs, et ils ne trouvaient pas de réponse. C'est alors qu'éclatèrent les mouvements de masse. Ils éclatèrent avec une force incroyable, appuyés sur une immense volonté révolutionnaire. Les chefs socialdémocrates, voyant le flot irrésistible de la révolution en marche, savaient très bien ce que cette révolution signifierait pour eux. C'est alors qu'ils laissèrent tomber toute hésitation et se subordonnèrent au parti de Stinnes, qui les entraîna en les faisant entrer dans la grande coalition (13).

Leur attitude à l'intérieur de la grande coalition est encore bien pire : lutte terroriste contre le Parti Communiste, suppression de la presse communiste, arrestation des chefs communistes, dissolution du mouvement révolutionnaire des conseils d'usines (contre qui le *Vorwaerts* a toujours joué le rôle de dénonciateur) (14), dissolution des comités de contrôle et suppression de toutes les centuries prolétariennes ; abandon de la résistance passive et capitulation complète ; faiblesse vis-à-vis des séparatistes rhénans ; soumission à Gessler et abdi-

---

8) C'était, en effet, la politique du Parti Communiste vis-à-vis des fascistes, c'est encore la même aujourd'hui.

9) Déclaration de Severing dans le procès en diffamation du général Watter contre le rédacteur du *Vorwaerts* Schiff qui eut lieu en juillet 1923, à Berlin.

(10) Comme preuve de ce que nous affirmons, nous copions ici une partie des instructions secrètes de Severing qui ont été publiées dans la *Rote Fahne* du 28 juillet : « La schupo et la police criminelle sont mobilisés dès samedi, le 28 juillet, à midi : aucune réunion ou démonstration ne sera tolérée. Tout excès doit être réprimé par *tous les moyens possibles*. La Reichswehr est ainsi mobilisée mais n'interviendra qu'au cas où *la police ne serait plus maîtresse de la situation*. Des patrouilles policières parcourront toute la ville pour se renseigner sur l'état d'esprit de la population. Des rapports seront faits à Severing toutes les heures. »

(11) Déclaration du gouvernement saxon le 6 septembre 1920.

(12) La *Germania*, l'organe du parti centriste, déclarait le 27 juillet : « Si le Reichstag est convaincu que le gouvernement actuel n'a plus la force de dominer la situation, il est de son devoir d'en tirer les conséquences. » Le *Vorwaerts* répondait : « On ne peut se payer, au moment actuel, le luxe d'une crise gouvernementale. »

(13) Sans doute les social-démocrates ont posé des ultimatums et présente des revendications : Gessler doit s'en aller, crient-ils, Havenstein doit être révoqué avant trois jours. » Mais la bourgeoisie riait, disant : « Quels gens comiques, ils savent qu'ils sont nos otages et pourtant ils posent des ultimatums, quels précieux marxistes ! » Et, naturellement, Gessler et Havenstein restaient en fonctions.

(14) Le 26 septembre on pouvait lire dans le *Vorwaerts* du mercredi 24 septembre : « A 5 heures du soir doit avoir lieu, dans la Brasserie de la Kobnigsstadt, une assemblée plénière des conseils d'usines. Comme il s'agit, d'après les découvertes policières (hum !) d'une assemblée des conseils d'usines dissous par la loi de protection de la République, elle sera interdite par des moyens policiers. »

cation du pouvoir entre ses mains ; capitulations incessantes vis-à-vis de la Bavière ; lutte infatigable contre la Saxe et la Thuringe ; élaboration d'une réforme monétaire, dont la *Gazette de Francfort* elle-même dit qu'elle n'est que l'application du programme du nationaliste Helfferich ; adoption d'un programme économique pire encore que celui du gouvernement de Mussolini (15) ; état de siège contre la gauche, terreur continuelle, tout cela pour faire place à un directoire réactionnaire. Et quand il apparut que la situation n'était pas encore complètement mûre pour un tel directoire, les socialdémocrates, qui avaient été chassés du gouvernement comme des chiens, rentrèrent dans la grande coalition, malgré la puissante opposition qui se manifestait dans les rangs ouvriers, quoiqu'ils dussent abandonner à son sort le meilleur des leurs, Hilferding, et quoiqu'ils n'ignorassent pas que la bourgeoisie ne reconstituait la grande coalition que pour gagner du temps, consolider les forces de la réaction et établir enfin un gouvernement ouvertement fasciste.

Et ce sont ces messieurs qui nous accusent d'être les alliés du fascisme !

JEAN.

(15) Renvoi de plus d'un tiers des fonctionnaires.

ERRATUM

Dans l'article de Zinoviev paru la dernière fois, il fallait lire (p. 792, col. 1) :

« Chaque jour, le *Populaire*, organe de Renaudel, et l'*Egalité*, organe du coquin qui a nom Frossard, qui récemment encore était dans les rangs des communistes et s'est vendu à la bourgeoisie qui subventionne son journal », etc...

Et non pas : « ... et s'est rendu », comme il a été imprimé.

Vient de paraître :

ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages bourré de renseignements sur le mouvement ouvrier mondial, la Russie des Soviets et le monde capitaliste après la guerre.

Prix ..... **25 francs**
Franco ..... **27 francs**

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

Le Gérant : VANDEPUTTE.

TRAVAIL EXÉCUTÉ PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2e)
Georges Dangon, imprimeur.

VIENT DE PARAITRE :

A.B.C. du Communisme

par BOUKHARINE et PREOBRAJENSKY

Un fort volume de 360 pages, prix ..... **6 francs**

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AU TRAVAIL

par G. ZINOVIEV

Un volume, prix ..... **5 francs**

ANNUAIRE DU TRAVAIL, politique, économique et social

Un énorme volume, in-octavo, de 750 pages ..... **25 francs**

L'IMPERIALISME, DERNIERE ETAPE DU CAPITALISME

par N. LENINE

Un volume, prix ..... **3 fr. 50**

Editions de la BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE
Librairie de l'HUMANITE, 120, rue Lafayette, PARIS (10e).
Entrée libre.